

EXCLUSIF

Québec a perdu le contrôle des pesticides

Publié le mercredi 21 octobre 2015 à 12 h 12

Mis à jour le 21 octobre 2015 à 13 h 46

Le reportage de Thomas Gerbet

L'utilisation de pesticides agricoles atteint des niveaux records au Québec. De nouvelles données compilées par Radio-Canada montrent une présence préoccupante de ces produits toxiques dans l'environnement. Dans le même temps, le gouvernement provincial réduit ses efforts budgétaires pour trouver des solutions de rechange plus écologiques, et ce sont les vendeurs de pesticides qui en profitent.

Un reportage de Thomas Gerbet



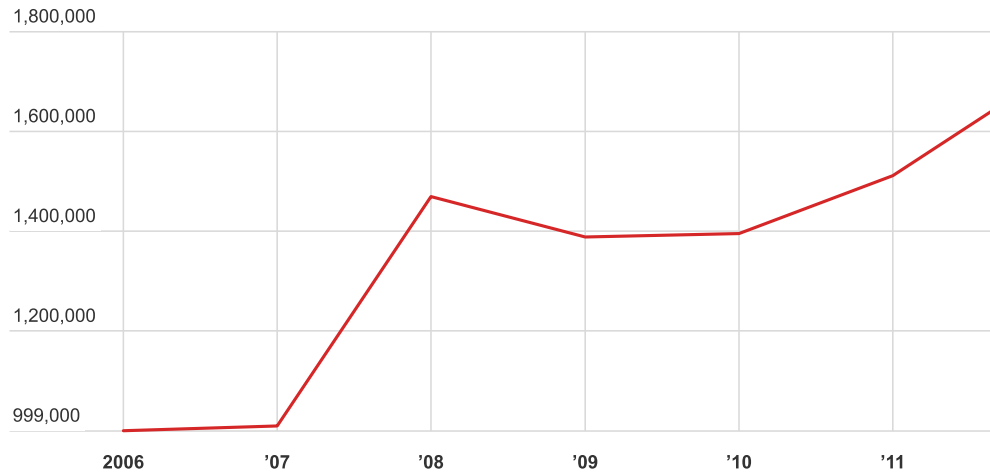
« Dès que j'ai commencé à faire des arrosages, j'ai voulu porter une combinaison, parce qu'à l'école on nous a tellement parlé des effets néfastes », raconte Heidi Ansong, 33 ans, productrice de grandes cultures de maïs et de soya à Pike River, dans le sud du Québec. « Des fois, même quand j'arrose avec mon tracteur, dans la cabine, je sens vraiment que j'ai un mal de tête ».

Elle aimerait utiliser moins de pesticides pour lutter contre les insectes et les mauvaises herbes, mais elle se sent forcée de le faire.

« L'industrie te pousse toujours à être plus performant, à sortir le plus de rendement, à avoir les champs les plus propres possible. »

Les quantités de pesticides vendues aux agriculteurs ont augmenté de 27 % entre 2006 et 2012. Certains produits sont même en très forte hausse. C'est le cas de l'herbicide glyphosate, connu pour son appellation commerciale Roundup, de la compagnie Monsanto. L'ingrédient actif a été déclaré, l'an dernier, comme cancérigène probable chez l'humain, par le Centre international de recherche sur le cancer de l'Organisation mondiale de la santé.

Ventes annuelles de glyphosates au Québec (en kilos)



Source: [Ministère de l'Environnement du Québec Récupérez les données](#)

Pour visualiser l'augmentation des ventes de glyphosate sur votre appareil mobile, cliquez ici [↗](#).

À lire aussi :

- Des forêts ontariennes arrosées au Roundup de Monsanto

Certains nouveaux pesticides sont surutilisés depuis quelques années, comme les néonicotinoïdes. Ces dérivés de la nicotine agissent sur le système nerveux des insectes ravageurs pour les éliminer. Leur utilisation est très controversée, car elle décime aussi les populations d'abeilles. Plusieurs agriculteurs nous ont confié en épanche sans avoir toute l'information disponible sur son bon usage.



Même l'utilisation de l'atrazine est en légère hausse dans l'environnement, après des années de baisse. Cet herbicide est interdit depuis plus de 10 ans dans l'Union européenne, mais pas chez nous. Le gouvernement du Québec classe l'atrazine comme l'ingrédient actif à usage agricole le plus à risque pour l'environnement et pour la santé ☹️.

Omniprésence des pesticides dans l'eau des rivières en zone agricole

Pour mesurer la présence de ces produits dans la nature, le ministère de l'Environnement du Québec a prélevé des milliers d'échantillons dans les rivières des régions agricoles. Les résultats d'analyses viennent d'être publiés et nous avons compilé les résultats.



Rivière Yamaska Photo : R-C/UQAM

Dans près de 100 % des échantillons, le ministère de l'Environnement a retrouvé de l'atrazine, du glyphosate, des néonicotinoïdes ou encore du S-Métolachlore, qui sont tous en tête de la liste des produits à risque pour l'environnement et la santé, établie par le gouvernement.

Non seulement les chercheurs les ont retrouvés quasiment tout le temps, mais en plus, la présence de plusieurs d'entre eux dépassait les seuils de critère de la qualité de l'eau.

Cette carte présente les concentrations maximales retrouvées dans les différentes rivières :

Atrazine
Glyphosate
Néonicotinoïdes
S-Métolachlore

- Dépassement
- Présence

Pour consulter sur votre appareil mobile la carte de la présence de pesticides dans l'eau des rivières agricoles, cliquez [ici](#).

Au-delà des quatre produits exposés dans la carte, certaines rivières analysées, comme la Yamaska, la Mascouche ou encore la rivière L'Acadie, comptaient entre 20 et 30 pesticides différents.



Une rivière agricole à Saint-Anicet, au Québec

Vie aquatique en péril

Le ministère de l'Environnement constate que des espèces aquatiques se retrouvent dans un « état de santé précaire » voire « mauvais ». Par exemple, des concentrations de l'insecticide chlorpyrifos détectées entre 2011 et 2014 dans la rivière Saint-Régis, au sud de Montréal, dépassaient jusqu'à 15 fois les critères de qualité pour la

protection de la vie aquatique établis par le gouvernement. Autant dire que plusieurs espèces de la faune et de la flore n'ont pas survécu.

D'autres données obtenues par Radio-Canada grâce à la loi d'accès aux documents des organismes publics montrent même des concentrations de chlorpyrifos dans un ruisseau de la région d'Oka qui dépassaient de 1650 fois les critères de qualité pour la protection de la vie aquatique [échantillonnage en 2011].

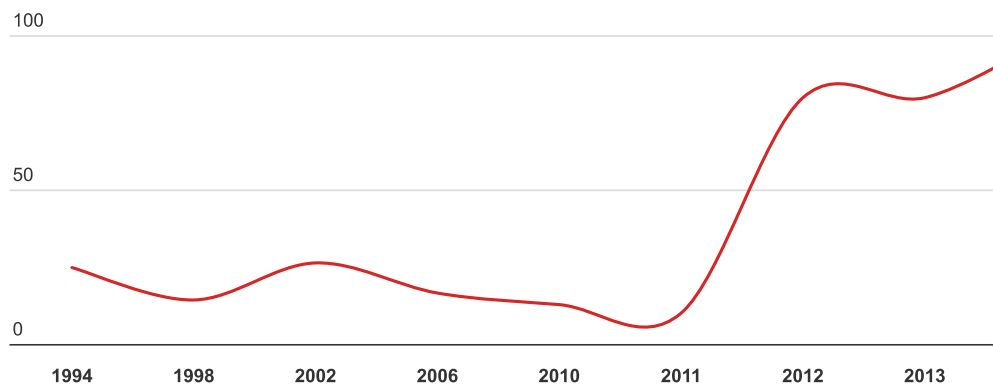
L'insecticide chlorpyrifos est classé par Québec comme le 4e ingrédient actif qui présente le plus de risque pour l'environnement.

Depuis 2011, au Québec, presque toutes les semences de maïs et environ la moitié des semences de soya sont traitées avec des insecticides néonicotinoïdes. L'Ontario a annoncé récemment sa volonté de diminuer de 80 % l'utilisation de ce produit sur son territoire d'ici 2017. Aucune annonce précise n'a été faite au Québec.

À lire aussi : Le Canada tarde à protéger ses abeilles

Fréquence de dépassement des critères de qualité de l'eau

Avec l'arrivée des insecticides de type néonicotinoïdes, les critères de mauvaise qualité de l'eau sont dépassés dans 99% des cas



Analyse moyenne de quatre rivières (Chibouet, Des Hurons, Saint-Régis et Saint-Zéphirin)

[Récupérez les données](#)

Pour consulter le graphique sur votre appareil mobile, cliquez [ici](#) ↗.

Malaise au gouvernement

La fonctionnaire du ministère de l'Environnement qui a produit le rapport parle d'une situation « préoccupante ». Mais on sent que notre enquête a causé un malaise à Québec.

Le ministère de l'Environnement n'a pas voulu accorder d'entrevue à Radio-Canada pour discuter des données. « Nous ne souhaitons pas offrir d'entrevue à ce sujet pour le moment », nous a répondu le ministère de l'Environnement. Le cabinet du ministre de l'Agriculture a aussi décliné nos demandes.

Il aura fallu surprendre le ministre de l'Agriculture, Pierre Paradis, dans un couloir pour connaître son avis sur ces résultats.

« *Oui, on doit s'inquiéter, car le rapport est négatif et, tant que la tendance n'est pas inversée, on doit s'inquiéter* »

— *Pierre Paradis, ministre de l'Agriculture*

Un autre échec pour les gouvernements québécois

Ce n'est pas la première fois que le Québec ne parvient pas à renverser la tendance croissante de la présence des pesticides. L'objectif de moins 25 % établi en 2011 pour 2021 n'est pas le premier du genre. En 1992, le gouvernement s'était engagé à réduire de 50 % l'usage des pesticides d'ici 2002. Un échec. Pour cette période aussi, leur utilisation a augmenté.



Photo : iStock

Pourquoi les agriculteurs utilisent beaucoup de pesticides

- Promesses de rendement, moins de pertes
- Gain de temps, moins d'effort pour lutter contre les mauvaises herbes et les insectes
- Produits de plus en plus souvent imposés dans les sacs de semences. Soit les graines sont enrobées de la substance, soit les pesticides sont incorporés dans les mélanges. Plusieurs agriculteurs rapportent qu'il est devenu difficile de se procurer des semences non traitées
- Tendance à agir par prévention, à surépandre, sur les conseils des compagnies, sans que le risque existe
- Plusieurs agriculteurs nous ont confié ne pas savoir comment bien utiliser les pesticides
- Moins d'accompagnement et d'investissement du gouvernement dans la recherche de solutions alternatives

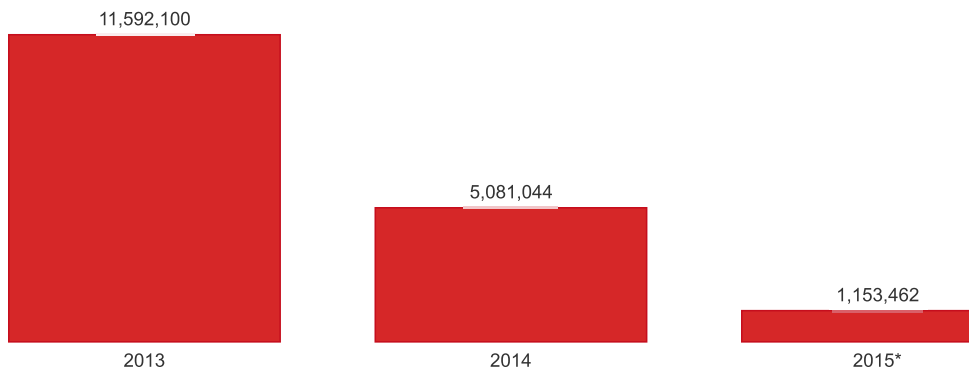


Sylvain Gascon sur son tracteur qui lui sert à épandre des pesticides. Photo : R-C/Thomas Gerbet

Le gouvernement du Québec emploie moins d'agronomes qui peuvent aider les producteurs à trouver des solutions alternatives pour protéger les cultures. Leur nombre dans la fonction publique provinciale a chuté en quelques années. Ils étaient 445 dans la fonction publique provinciale en 2010, ils n'étaient plus que 351 en 2014.

Québec a aussi considérablement réduit ses subventions dans les programmes de recherche de solutions plus écologiques.

Subventions en recherche, développement et innovation agroalimentaires accordées par le MAPAQ [en \$]



*Pour 2015 : attributions publiées sur le site du MAPAQ en date du 17/10/2015

Source: [Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation Récupérez les données](#)

Pour consulter le graphique de la baisse des subventions du MAPAQ sur votre appareil mobile, cliquez [ici](#).

Une source au ministère de l'Environnement nous a aussi indiqué que le nombre d'inspecteurs responsables de s'assurer du bon usage des pesticides a diminué.

« Faire des compressions et accompagner moins les producteurs, faire moins de recherche, avoir moins d'inspecteurs... ce n'est sûrement pas compatible avec l'objectif de réduire de 25 % les usages de pesticides. »

— Marcel Groleau, président de l'Union des producteurs agricoles

Le président de l'Union des producteurs agricoles (UPA), Marcel Groleau, ne veut pas blâmer ses membres. « On vit dans un monde où la pression économique est très forte, il y a une pression très forte pour les utiliser ». Il montre surtout du doigt le gouvernement, qui, dit-il, « n'en fait pas suffisamment ». Il parle aussi d'une tendance des vendeurs de pesticides à encourager le traitement des cultures de façon préventive, même quand le risque est peu, voire pas du tout présent.

Pendant que les agriculteurs sont de plus en plus livrés à eux-mêmes, c'est l'industrie des pesticides qui prend le relais de l'État et comble le vide.

« Les experts dans le milieu pour l'usage des herbicides et des pesticides sont principalement les fabricants et les distributeurs de ces produits-là. »

— Marcel Groleau, président de l'UPA



Discussion familiale. Autour d'Heidi Asnong : sa mère Hélène et son père Jean. Photo : R-C/Thomas Gerbet

« C'est eux qui te vendent un produit, mais c'est eux aussi qui te conseillent dans ta gestion des pesticides », dénonce Heidi Asnong, la jeune agricultrice de Pike River. « Donc c'est comme une espèce de relation étroite qui est un peu malsaine. »

« C'est comme si le médecin était aussi celui qui vend les médicaments. »

— Heidi Asnong, productrice de maïs et de soya

« L'industrie a inventé plein de mélanges qui facilitent leur utilisation », explique Jean Asnong. « Ils ont un gros lobbyisme auprès des gouvernements », ajoute-t-il.



Photo : Photo : Jeff Roberson/Associated Press

Pierre Petelle, vice-président chimie chez CropLife Canada, représente les manufacturiers et les distributeurs, comme Monsanto ou Syngenta. Il défend le rôle des conseillers de cette industrie qui pèse 2 milliards de dollars au Canada : « Essayer d'améliorer le rendement des producteurs, c'est ça leur but principal, tout en protégeant l'environnement et la santé humaine. »

« Les agriculteurs sont assez bien informés pour prendre leurs propres décisions, sans être influencés. »

— Pierre Petelle, vice-président CropLife Canada

Pierre Petelle remet en question les seuils de qualité de l'eau utilisés par le ministère de l'Environnement dans ses études. Il critique aussi l'objectif de Québec de réduire de 25 % l'usage de certains pesticides. « Il y a des avantages environnementaux [à l'utilisation des produits] comme réduire le labour du sol, ce qui entraîne moins de gaz à effet de serre [des véhicules agricoles], moins d'érosion... »



Le père et le fils Ansong sont parvenus à se débarrasser des pesticides, mais au prix d'importants efforts : plus de suivi, plus de labour, plus de temps dans les champs. La mère et la fille, elles, ne sont pas certifiées biologiques sur leurs parcelles. Elles

n'arrivent pas encore à se passer de l'aide chimique. « Je veux éviter la contamination de mauvaises herbes et qu'on perde le contrôle », explique Hélène Campbell.

« Les agriculteurs font beaucoup d'heures, ils ont besoin d'avoir une qualité de vie et ils n'ont pas le goût de passer leur vie dans le champ. »

— Heidi Asnong, productrice de maïs et de soya

Pour écouter la discussion familiale sur votre appareil mobile, cliquez ici [🔗](#).

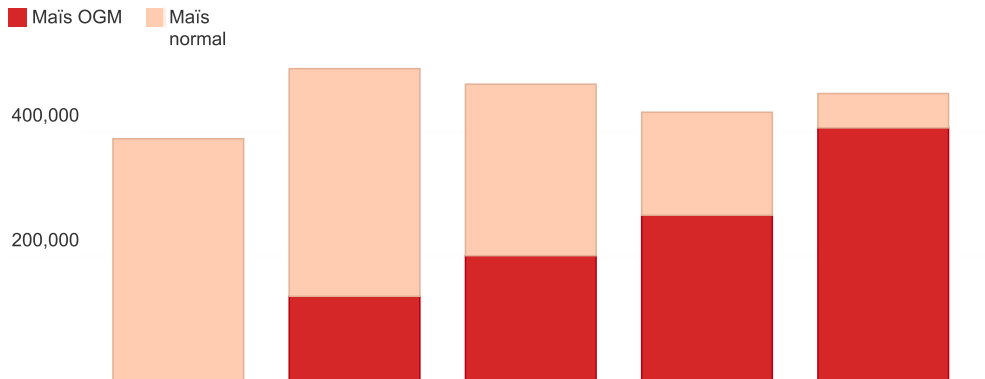


Le rôle des OGM dans l'augmentation de la présence des pesticides

Les producteurs utilisent de plus en plus des semences génétiquement modifiées. Souvent, elles sont créées pour être tolérantes à des pesticides comme le glyphosate, ce qui encourage l'agriculteur à utiliser ces pesticides, sans craindre d'endommager ses plants, et tout en luttant contre les mauvaises herbes.

% d'OGM dans les cultures de maïs au Québec (en hectares)

En moins de 20 ans, les superficies génétiquement modifiées ont progressé de 0 à près de 90% de toutes les cultures de maïs.



1996
2001
Source: MDECC [Récupérez les données](#)

Pour consulter le graphique de l'augmentation de la proportion d'OGM dans les cultures de maïs, cliquez [ici](#).

Quels effets sur la santé humaine?

En 2013, des chercheurs du ministère de l'Environnement ont retrouvé des pesticides jusque dans l'eau des puits d'agriculteurs et de leurs voisins. Les concentrations de chaque produit ne dépassaient pas le seuil de qualité de l'eau potable. Toutefois, l'analyse n'a pas été faite en additionnant l'ensemble des concentrations retrouvées.

Par ailleurs, le toxicologue à l'Institut national de santé publique du Québec Onil Samuel mentionne qu'« il peut y avoir des effets, même à faible dose » sur la santé et qu'« on ne connaît pas les effets à long terme ». Il suggère d'« au moins retirer les produits les plus dommageables pour la santé ».

« Les risques pour la santé associés aux pesticides sont déterminés selon les niveaux d'exposition des humains », indique le porte-parole de Santé Canada Sean Upton. « Avant d'être homologué pour utilisation au Canada, un pesticide doit subir une rigoureuse évaluation scientifique des risques et respecter des rigoureuses normes sanitaires et environnementales. »

Selon nos informations, Québec évalue présentement s'il va reconnaître le caractère de « cancérigène probable chez l'humain » du glyphosate, tel qu'établi par l'OMS.

« À l'heure actuelle, aucun organisme de réglementation des pesticides dans le monde, Santé Canada y compris, n'associe le glyphosate à un risque de cancérogénicité préoccupant pour les humains. »

— Sean Upton, Santé Canada

À lire aussi :


- Les 12 fruits et légumes champions des pesticides


- Un chercheur de l'Université de Sherbrooke s'intéresse à l'impact des pesticides sur les cancers
- Le lien entre le contact aux pesticides et la maladie de Parkinson semble de plus en plus clair
- Les travailleurs mal protégés contre les pesticides
- Près de la moitié des aliments bio contaminés aux pesticides
- Néonicotinoïdes : un insecticide controversé
- Un agriculteur français gagne un procès contre Monsanto
- Le golf devient plus dangereux pour la santé

[* Signaler une coquille](#) [👁️ Témoignage d'un événement](#)


[Communiqués](#) 

[Conditions d'utilisation](#)

[Emplois](#) 

[Ombudsman](#) 

[Plan de site](#)

[Services français de Radio-Canada](#) 

[Visit cbc.ca](#) 

